

**ALGER**

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<https://www.alger-republicain.com/PROTESTATION-CONTRE-LA-CABALE.html>

# Protestation contre la cabale entreprise par les autorités maliennes contre Dr Oumar Mariko Secrétaire Général du parti SADI

Date de mise en ligne : dimanche 2 juin 2013

- Actualité politique internationale - Afrique - Mali -

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

Les autorités maliennes ont entrepris une campagne de dénigrement, d'intoxication et de harcèlement contre le Secrétaire Général du Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI), le Docteur Oumar MARIKO. Cette campagne s'intensifie dangereusement à la veille des élections présidentielles prévues pour le mois de juillet conformément aux injonctions du Président français François Hollande.

Elle est bien synchronisée : une certaine presse privée, « financièrement chauffée à blanc » par le Pouvoir, par l'entremise de la Sécurité d'État et ses soutiens politiques et financiers, participe à ces calomnies contre le candidat aux élections présidentielles, Oumar Mariko. Certains journaux écrivent des mensonges ; des animateurs de stations radios FM se chargent du reste de l'intox sur les ondes.

Après avoir tout tenté pour neutraliser les actions politiques et populaires des organisations patriotiques maliennes sous l'impulsion du Dr Oumar MARIKO, le Gouvernement du Mali dirigé par le Premier Ministre Diango CISSOKO, avec les bénédictions du Président par intérim, le Professeur Dioncounda TRAORE, tente un stratagème afin de nuire à la réputation du candidat du Parti SADI, et l'empêcher de se présenter aux élections de juillet 2013. C'est pourquoi le Premier Ministre prend sur lui la décision de demander à l'Assemblée Nationale qui est, rappelons-le, illégitime, de lever l'immunité parlementaire du Dr Oumar Mariko pour lui intenter un procès en justice. Mais, dès la fin de son mandat légal de député et vice-président à cette Assemblée, le Dr Oumar Mariko avait démissionné de cette institution irrégulière et budgétivore.

Les motivations de cette nouvelle mise en scène sont connues : le FDR qui a soutenu toute l'action du Président Amadou Toumani Touré, est aux abois et au plus mal dans l'opinion à quelques mois des élections présidentielles.

La justice malienne est alors appelée en renfort Des magistrats mettent bout à bout les événements tragiques survenus dans le milieu étudiant de l'AEEM en avril-mai 2012, événements au cours desquels des jeunes gens ont été tués. Le Parti SADI renouvelle ses condoléances sincères et attristées aux familles des défunts. Mais il faut savoir que si les magistrats remettent en lumière ces tristes événements c'est pour tenter d'abattre l'homme politique qui fait des propositions pour que le Mali se remette debout, pour le changement à contre-courant des dérives d'un système politique d'abandon, de destruction du Mali par des hommes et des femmes qui sont connus pour leur inhumanité, leur crapulerie au cours des vingt dernières années de vol, de corruption, de mensonges...

En fait, ce qui fait paniquer le pouvoir toujours détenu par les amis de ATT unis au sein du FDR, c'est la côte de popularité grandissante du candidat du parti SADI, mais aussi le Mandat d'Arrêt international lancé contre les députés, maires et conseillers communaux des partis politiques ADEMA, URD, PDES qui sont les principaux instigateurs et animateurs des mouvements rebelles séparatistes et djihadistes du MNLA, de An Sar Addine et du MUJAO, et contre des députés de ces mêmes partis politiques impliqués dans des diverses affaires scandaleuses. Pour masquer ce dossier et salir notre candidat, les « députés » maliens sollicitent le soutien du Premier Ministre pour la « chasse à l'opposant Oumar Mariko » en essayant de l'impliquer dans des dossiers de meurtres d'étudiants auxquels il est complètement étranger. A défaut d'atteindre cet objectif, il leur suffira de faire croire aux Maliens que « tous les hommes politiques se valent « ils sont tous pourris » à la malienne la preuve même le Dr Oumar Mariko est poursuivi ». Le débat sur la levée de son immunité parlementaire retiendra l'attention. Pendant ce temps les affaires louches et les business continueront impunément.

Au lieu de mener des enquêtes sérieuses et d'arrêter les vrais coupables de tous les événements survenus au Mali en 2012, notre Premier Ministre ayant servi tous les pouvoirs despotiques du Mali, engage le Parti SADI et le peuple du Mali dans une aventure politique aux conséquences imprévisibles. Il cherche à nous faire perdre du temps pendant qu'il complot pour truquer les élections et faire gagner le poulain qui défendra les intérêts de leur clan et protégera leurs arrières.

Le Parti SADI rappelle au peuple malien et à l'opinion nationale et internationale que le vendredi 17 février 2012, au plus fort de la crise du régime défunt de Amadou Toumani Touré, Dr Oumar Mariko avait fait l'objet d'une tentative d'agression par des hommes armés à bord d'un véhicule de couleur blanche non immatriculé. Il était alors député à l'Assemblée Nationale et candidat du Parti SADI aux élections présidentielles de 2012. Les autorités corrompues et compromises dans les affaires de drogue et dans la débâcle de l'armée au nord du Mali l'accusaient d'incitation à la révolte populaire.

Un an après cette tentative d'agression, le 11 février 2013, le Président par intérim Dionkounda Traoré utilise la Sécurité d'Etat pour enlever, séquestrer et torturer Dr Oumar Mariko.

Qu'à cela ne tienne, Dr Oumar Mariko n'en continue pas moins à se battre pour libérer le pays meurtri et divisé par la guerre et les politiques irresponsables.

Durant cette occupation des régions du nord, courageusement, le Secrétaire Général du Parti SADI et une délégation du CNRDRE rencontrent le groupe An Sar Addine à deux reprises à Niafunké pour entrevoir des possibilités de dialogue et non de négociations entre les parties maliennes en conflit. Ces rencontres ont été sanctionnées par des comptes rendus remis aux autorités maliennes. L'objectif était de ramener à la raison la force principale de la rébellion et d'éviter à notre pays la tragédie qu'il a vécue par la faute de ATT et de ses amis politiques du FDR. Dr Oumar Mariko était tout indiqué car c'est un des rares hommes politiques maliens qui n'a pas été impliqué dans les gestions antérieures. Cette démarche constructive a été sabotée par les conservateurs FDR et leurs représentants dans le gouvernement et à la Sécurité d'État.

Il ne pouvait en être autrement. Les autorités maliennes ne détiennent que la légitimité que leur offrent la France et ses « gouverneurs noirs » de la CEDEAO. Elles ne peuvent donc pas entreprendre des démarches endogènes, inter- maliennes faisant l'économie d'intervention française, car cette dernière renforcera leur domination sur le peuple malien et sur la classe politique patriotique révolutionnaire qu'il faut museler, balayer, détruire, assassiner comme cela a été fait à Modibo KEITA, Cabral, Kari DEMBELE, Ibrahima LY pour ne citer que ceux-là. Aujourd'hui, c'est le tour du parti SADI et de son candidat aux élections présidentielles engagé pour le changement, pour le Mali un et indivisible, pour l'armée malienne à Kidal.

Pour salir l'image de ce candidat, le FDR et la France inventent d'abord, une soi disante connexion entre les djihadistes et les mouvements populaires de contestation de l'ordre imposé par la CEDEAO et la France à Bamako, et maintenant, une implication dans une affaire de meurtres d'étudiants le 30 avril 2012.

Quelle malhonnêteté politique ! Cette même date du 30 avril 2012, où sous l'instigation d'hommes politiques du FDR, un contrecoup d'état sanglant à Bamako et Kati, a été fomenté en complicité avec ATT. Il fut précédé des incendies des stations des radios FM Kayira de Bamako, Koutiala, Niono et du siège du parti SADI à Mopti. Tous ces crimes sont restés impunis. Le parti SADI continue de payer un lourd tribut de ses positions politiques de parti d'opposition. Deux dirigeants sont assassinés sauvagement à Niono, suivis de 2 tentatives d'assassinat de 2 militants blessés grièvement à Koutiala et Niono. Malgré des pistes évidentes, aucune suite n'est donnée.

A l'évidence ce sont les questions et inquiétudes que posent le parti SADI et son candidat aux élections présidentielles de juillet 2013 qui perturbent les « démocrates enrichis ». Ils sont paniqués car l'opinion ne leur est pas favorable malgré la présence de l'armée française et des autres troupes étrangères. Ils décrètent l'état d'urgence et le prolongent après chaque échéance pour museler l'expression plurielle et divergente et arriver ainsi aux élections avec une maîtrise totale des médias et de l'opinion malmenée par tant de contre-vérités.

Pour tenter d'étouffer Dr Oumar Mariko qui dénonce l'occupation française et qui a porté plainte devant la Cour de la CEDEAO contre ses puissants chefs d'état pour leur immixtion illégale dans la gestion de la crise malienne, le gouvernement français fait pression sur les autres états européens.

Dr Mariko est ainsi empêché de se déplacer dans l'espace Schengen. Le gouvernement socialiste français censure et prive les peuples d'Europe d'informations délicates à propos de la guerre au Mali. Ces informations remettraient-elles en question le sens de cette guerre au Mali, et in fine les intérêts des multinationales françaises au Sahel ?

Cette fois encore, nous défendrons notre Droit à la liberté d'expression et notre dignité. Le Parti SADI continuera à montrer au peuple malien la voie à suivre pour sortir de la domination, de l'exploitation et de la corruption qui ravagent notre économie et notre société.

Le Parti SADI, une fois de plus, prend à témoin le peuple malien et tous les démocrates du monde pour qu'ils fassent échec à ces atteintes à la dignité d'un homme qui est de tous les combats pour la liberté du peuple malien.

Le Parti SADI exhorte le gouvernement français à cesser de faire pression sur les autorités intérimaires fragiles du Mali afin qu'elles ne commettent pas des erreurs irréparables pour l'avenir du pays.

Le Parti SADI demande à tous les démocrates du monde de rester vigilants pour faire échec à tous les plans de mise à mort des hommes et des idées.

Vive le Mali libre, uni et indépendant !

Vive le Parti SADI dans une démocratie véritable !

La vérité finit toujours par triompher !

Bamako, le 20 mai 2013

Pour le Bureau Politique du Parti SADI

Le Secrétaire Politique et de la Communication

Mohamed AG AKERATANE